

216 chemin de la Serpoyère - Viriat  
CS 60127  
01004 Bourg-en-Bresse Cedex  
Tél. 04 74 45 14 70 - Fax 04 74 45 06 03  
organom@organom.fr  
[www.organom.fr](http://www.organom.fr)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SYNDICAL

#### SÉANCE ORDINAIRE DU 17 DECEMBRE 2025

Convocation en date du 11 décembre 2025,

Nombre de délégués en exercice : 37

N° D2025050

**Objet : Participation financière  
au contrat groupe pour la santé  
au travail**

*Sous la présidence de Yves CRISTIN, Président*

Secrétaire de séance : M. Gérard BRANCHY

Nombre de membres	
En exercice	Votants
37	34
Pour	34
Contre	0
Abstention	0

#### Présents :

CA3B : Guy ANTOINET – Patrick BAVOUX - Yves CRISTIN –  
Jonathan GINDRE -Patrick BOUVARD– Jean Luc EMIN – Mireille  
MORNAY - Thierry PALLEGOIX – Bernard PERRET - Benjamin  
RAQUIN - Jean Luc ROUX

CCPA : André MOINGEON -Vincent MANCOUSO – Daniel  
MARTIN – Bernard GUERS – Pascal PAIN – Jean-Marc RIGAUD-  
Elisabeth LAROCHE

CCD : Isabelle DUBOIS – Christophe MONIER – Gérard BRANCHY

CCMP : Josiane BOUVIER – Claude CHARTON

3CM : Andrée RACCURT – Jean Philippe FAVROT

CCBS : Jean Jacques BESSON - Philippe PLENARD

RAPC : Frédéric MONGHAL – Antoine BAUTAIN

#### Excusés remplacés par suppléant :

CA3B : Bernard BIENVENUE remplacé par Isabelle FRANCK

#### Excusés ayant donnés procuration :

CA3B : Jean Marc THEVENET pouvoir à Jean Luc ROUX

CCPA : Frédéric TOSEL pouvoir à André MOINGEON

CCD : Audrey CHEVALIER pouvoir à Yves CRISTIN

3CM : Philippe BELAIR pouvoir à Jean Philippe FAVROT

#### Excusés :

CCMP : Christine FRANCOIS

CCV : Guy DUPUIT

#### Absents :

HBA : Alain AUBOEUF

Sur présentation de Mme Josiane Bouvier, Vice-présidente

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le

ID : 001-250102365-20251217-D2025050-DE



Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics du financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Vu la délibération n°D2023055 du 5 décembre 2023 relative à l'adhésion d'Organom à la convention de participation souscrite par le Centre de Gestion de l'Ain.

L'assemblée délibérante fixe le montant des dépenses qu'elle souhaite engager au titre de la participation à la protection sociale complémentaire.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le montant de la participation à la couverture du risque « santé », ne peut pas être inférieur à 50% du montant de référence fixé à 30€ soit 15€ minimum (article L.287.10 du code général de la fonction publique et article 6 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022).

Pour rappel, par délibération n°D2023055 du 5 décembre 2023, le comité syndical d'Organom a fixé à 10€ par mois le montant de la participation financière de la collectivité au risque « santé » par agent.

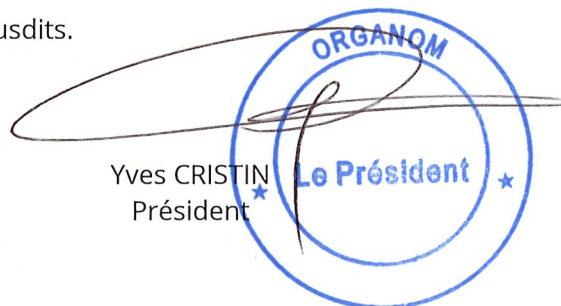
Le Comité syndical,  
Où l'exposé du rapporteur,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**MODIFIE** le montant de la participation financière de la collectivité à 15€ par mois pour le risque « santé » pour chaque agent ayant adhéré au contrat découlant de la convention de participation conclue entre le Centre de Gestion et Apicil.

**INSCRIT** au budget les crédits nécessaires au versement de la participation financière de la collectivité à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent.

Fait à Viriat, les an, mois et jour susdits.

Yves CRISTIN  
Président



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Lyon. La saisine peut se faire par courrier, ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant Monsieur le Président, suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse du Syndicat, soit deux mois après l'introduction d'un recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai.